



Hosted by



BANK OF INDUSTRY
...transforming Nigeria's industrial sector

8-10 NOVEMBER 2023 | ABUJA NIGERIA
TRANSCORP HILTON HOTEL

THEME

**"DFIs' STRATEGIC ROLE TOWARDS A
CLIMATE-SMART FUTURE"**

RAPPORT

Sous les auspices de



**Making Finance
Work for Africa**



Partenaires

Immeuble AIAFD-Boulevard Latrille rue J61 Cocody-Deux Plateaux
06 B. P. 321 Abidjan 06 – Côte d'Ivoire.

(225) 27 22 52 79 40 | info@adfi-ci.org / training@adfi-ci.org | www.adfi-ci.org

**AADFI-ADFIAP
JOINT INTERNATIONAL CEO FORUM**



ABUJA, NIGERIA
8-10 NOVEMBER
2023

Résumé

Le Forum international conjoint 2023 des DG de l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) et de l'Association des institutions de financement du développement d'Asie et du Pacifique (ADFIAP) s'est tenu du 8 au 10 novembre 2023 à Transcorp Hilton Hotel à Abuja, au Nigéria. Le Forum a été abrité par *Bank of Industry (BOI)*, Nigeria, sur le thème « Le Rôle stratégique des IFD dans le cadre d'un avenir respectueux du climat ».

Le Forum visait principalement à offrir aux dirigeants des IFD et à leurs partenaires une plateforme pour partager leurs bonnes pratiques, échanger leurs connaissances et leurs expériences, et explorer des possibilités de collaboration pour relever les défis posés par le changement climatique. En outre, le Forum visait à renforcer la coopération sud-sud pour relever les défis du développement.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence de l'honorable ministre du commerce et de l'investissement, Dr. Doris Uzoka Annite, représentée par Dr. Mimi Abu, directeur des ressources humaines au ministère ; Dr. Olasupo Olusi, DG de *Bank of Industry (BOI)* Nigeria ; Mr. Thabo Thamane, président de l'AIAFD et DG de CEDA ; M. Mominul Islam, président de l'ADFIAP, représenté par M. Roland Tepora, premier vice-président de la Banque de développement des Philippines (DBP) ; Dr. Olayemi Cardoso, gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, représenté par M. Mustapha Haruna, directeur de la supervision bancaire ; M. Emmanuel Tutuba, gouverneur de la Banque de Tanzanie ; et Dr. Kevin Kariuki, vice-président de la Banque africaine de développement (BAD) chargé de la puissance, de l'énergie, du changement climatique et de la croissance verte (PECG), représenté par le professeur Anthony Nyong, directeur du département du changement climatique et de la croissance verte.

Plus de 300 délégués ont participé à l'événement, dont des directeurs généraux et des cadres supérieurs d'IFD d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'autres régions ; des institutions multilatérales de financement du développement ; des représentants des ministères de tutelle des IFD et des agences gouvernementales chargées de promouvoir les programmes de lutte contre le changement climatique dans les régions ; des représentants des banques centrales, des ministères des finances, des banques commerciales, des multinationales, des MPME, des IMF, et d'autres parties intéressées.

Les 29 pays suivants étaient représentés à l'évènement : Afrique du Sud, Allemagne, Botswana, Canada, Côte d'Ivoire, RD Congo, Eswatini, France, Gambie, Ghana, Inde, Iran, Kenya, Lesotho, Maroc, Namibie, Niger, Nigeria, Chypre du Nord, Oman, Philippines, Russie, Samoa, Seychelles, Soudan, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zimbabwe.

Les conclusions et recommandations du Forum sont les suivantes : (1) Le changement climatique constitue une menace majeure pour le développement socio-économique et un obstacle à la réalisation des ODD, en particulier dans les régions les moins développées d'Afrique et d'Asie. (2) Le coût du financement de la transition vers un avenir respectueux du climat est énorme. Par ailleurs, l'accès aux différents fonds d'investissement verts (FIV) est complexe. (3) Les institutions de financement du développement ont un rôle stratégique à jouer dans le renforcement de la réalisation des ODD et dans la construction d'un avenir respectueux du climat. Toutefois, le manque d'accès au financement et les déficits de capacité sont des défis communs à la plupart des institutions nationales de financement du développement, ce qui entrave les progrès. Par conséquent, l'architecture financière devrait être restructurée pour faciliter leur accès. En outre, les partenaires de développement devraient soutenir les efforts visant à combler le déficit de capacité des IFD par le biais de programmes novateurs d'assistance technique et de renforcement des capacités. (4) Le Forum approuve l'appel à l'action de la déclaration de Nairobi et souligne la nécessité d'intensifier la collaboration et le partenariat pour parvenir à un avenir respectueux du climat.



Table des matières

1	Contexte	6
	Objectifs	7
	Faits marquants	8
	Conclusions et recommandations	23

1 | Contexte

« Le rôle stratégique des IFD dans le cadre d'un avenir respectueux du climat »

L'aspiration mondiale au développement durable, à savoir un avenir respectueux du climat, demeure au centre des discussions entre les partenaires internationaux du développement. L'impact du changement climatique constitue une menace pour l'écosystème environnemental. La santé et la sécurité humaines, la sécurité alimentaire et hydrique, l'aquaculture, le développement socio-économique, les régimes de précipitations et les événements extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et les incendies de forêt¹ constituent de graves menaces liées au changement climatique. L'économie mondiale devrait perdre plus de 18 % de son PIB actuel d'ici 2048 si aucune mesure n'est prise pour lutter contre le changement climatique. Les nations les moins développées, en particulier en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique latine, sont confrontées aux effets les plus importants du changement climatique.²

Selon les estimations, l'Afrique perdra de 5 à 15 % de son PIB d'ici à 2050, avec un coût d'adaptation au climat de 10 à 30 milliards de dollars par an à l'horizon 2030³. Dans le même temps, les pays d'Asie et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) devraient perdre respectivement 26,5 % et 37,4 % de leur PIB à l'horizon 2048 si des mesures immédiates ne sont pas prises pour atténuer les effets du changement climatique⁴. L'histoire est similaire en Amérique latine, où les modes de précipitations changent, les températures augmentent, et certaines régions

connaissent des changements dans la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les pluies diluviennes. Ces scénarios démontrent qu'aucune région n'est à l'abri des effets néfastes du changement climatique. Il est donc nécessaire de poursuivre les actions visant à construire un avenir respectueux du climat, en particulier dans les pays en développement.

Les institutions de financement du développement (IFD) sont cruciales pour la construction d'un avenir meilleur. Le financement, la collaboration et le partenariat, les technologies innovantes, le renforcement des capacités, l'assistance technique, le suivi et la présentation de rapports sont essentiels pour que les IFD puissent contribuer à la construction d'un avenir respectueux du climat. Ainsi, le Forum international conjoint 2023 des DG de l'AIAFD et l'ADFIAP s'est tenu sur le thème « le rôle stratégique des IFD dans le cadre d'un avenir respectueux du climat ». La conversation a mis en lumière le besoin urgent d'agir contre le changement climatique et le rôle essentiel que les IFD pourraient jouer pour relever ces défis dans les pays en développement. Le Forum a également renforcé la coopération sud-sud et a discuté de la mise à profit des partenariats mondiaux pour élaborer des stratégies et des mesures concrètes que les IFD des pays en développement pourraient prendre pour construire un avenir respectueux du climat. ■

¹ https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/concept_note_for_training_of_dfis_afdb.pdf

² <https://www.swissre.com/risk-knowledge/mitigating-climate-risk/economics-of-climate-change-impacts-for-asia.html#:~:text=Estimated%20impacts%20to%20Asia,-China%20and%20India&text=In%20our%20most%20severe%20scenario,their%202019%20GDP%20by%202050>

³ https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/concept_note_for_training_of_dfis_afdb.pdf

⁴ <https://www.swissre.com/risk-knowledge/mitigating-climate-risk/economics-of-climate-change-impacts-for-asia.html#:~:text=Estimated%20impacts%20to%20Asia,-China%20and%20India&text=In%20our%20most%20severe%20scenario,their%202019%20GDP%20by%202050>

2 Objectifs

Le Forum international conjoint 2023 des DG de l'AIAFD et l'ADFIAP a pour objectif de fournir une plateforme aux dirigeants des IFD pour partager les meilleures pratiques, échanger les connaissances, les expériences et explorer les possibilités de collaboration pour relever les défis posés par le changement climatique. Les objectifs du Forum étaient les suivants :



3 | Faits marquants

Le programme a été déclaré ouvert par l'honorable ministre du Commerce et de l'investissement, Doris Uzoka Annite, représentée par Mimi Abu, directrice des ressources humaines du ministère. Le discours d'orientation a été prononcé par le professeur Anthony Nyong, directeur du département du changement climatique et de la croissance verte de la Banque africaine de développement, représentant le Dr Kevin Kariuki, vice-président de la BAD.

Des messages de bonne volonté ont été présentés par Dr. Olayemi Cardoso, Gouverneur de *Central Bank of Nigeria*, représenté par M. Mustapha Haruna, Directeur de *Banking Supervision*, et M. Emmanuel Tutuba, Gouverneur de la Banque de Tanzanie.

M. Thabo Thamane, président de l'AIAFD et directeur général de *Citizen Entrepreneurial Development Agency (CEDA)* du Botswana, et M. Mominul Islam, président de l'ADFIAP, représenté par M. Roland Tepora

(premier vice-président de *Development Bank of the Philippines*), ont prononcé des allocutions d'ouverture.

Dr. Olasupo Olusi, directeur général, *Bank of Industry Nigeria (BOI)*, a prononcé un discours de bienvenue.

Les sessions plénières du programme comprenaient une session d'intérêt spécial sur le repositionnement stratégique des IFD pour plus de pertinence, tandis que les autres panels de discussion ont abordé les sujets suivants :

- Financement de projets respectueux du climat ;
- Assistance technique et renforcement des capacités ;
- Collaboration ; partenariat et
- Suivi et présentation de rapports.

M. Adama Mariko, secrétaire général de l'initiative Sommet Finance en Commun (FiCS), a également fait le point sur les résultats du Sommet Finance en commun (FiCS) de 2023.



Séance d'ouverture

Discours d'ouverture, remarques, messages de bonne volonté, discours d'orientation



Dr Mimi Abu, Directeur des ressources humaines, représentant le Ministre du commerce et

Dr Doris Uzoka Annite, honorable Ministre du commerce et de l'investissement, représenté par Dr Mimi Abu, a déclaré la conférence ouverte et a plaidé en faveur d'actions mondiales visant à promouvoir un avenir respectueux du climat. Elle a reconnu le rôle des IFD dans la mobilisation des investissements privés pour relever les défis du changement climatique, tout en soulignant que les défis du changement climatique s'aggraveraient si les IFD ne parvenaient pas à fournir des solutions d'atténuation et d'adaptation, en particulier dans les domaines de l'agriculture et des infrastructures. Par conséquent, les décisions prises lors du forum devraient avoir un impact positif sur les économies, conduire à la prospérité et

améliorer les conditions de vie des populations. Enfin, elle a plaidé en faveur de l'expansion de plans d'action visant à intégrer des produits résilients au climat et des objectifs mesurables dans les modèles d'entreprise africains. Il serait ainsi possible de répondre aux besoins de financement de la lutte contre le changement climatique et d'atténuer les risques liés aux investissements durables dans les régions.

Professeur Anthony Nyong, directeur du département du changement climatique et de la croissance verte de la BAD, représentant le Dr Kevin Kariuki, vice-président de la BAD, a souligné dans son discours d'orientation que malgré sa faible contribution aux émissions cumulées de carbone (environ 3 % depuis 1890), l'Afrique souffre de manière disproportionnée du changement climatique. Il a également souligné que le changement climatique représentait la plus grande menace pour le développement du continent. Le continent reste la région la moins résiliente au changement climatique, avec la plus faible préparation au changement climatique.



Professeur Anthony Nyong, Directeur du Département du changement climatique et de la

Néanmoins, le tableau sombre de la situation offre de nombreuses opportunités à l'Afrique, mais d'énormes ressources financières sont nécessaires pour exploiter ces opportunités. Il a souligné que l'architecture financière mondiale actuelle ne répondait pas aux besoins de l'Afrique. Il était donc nécessaire de mettre en œuvre un nouveau cadre financier afin de simplifier et améliorer l'accès au financement. Le professeur Nyong a affirmé que la BAD s'engageait à développer des instruments financiers innovants pour répondre aux besoins d'investissement en faveur du climat de l'Afrique. Par conséquent, il a suggéré que tous les partenaires de développement conjuguent leurs efforts sur les agendas de financement de l'action climatique pour un avenir respectueux du climat.

Sous les auspices de :

9 / 25

Parte-

En parlant des investissements pour un avenir plus résilient et respectueux du climat en Afrique, il a encouragé les partenaires du développement à se débarrasser de l'idée que l'investissement en Afrique est un défi. Au contraire, l'investissement dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets en Afrique a constitué un bon pas en avant dans le processus de financement de l'action climatique. En outre, il a conseillé aux IFD africaines de renforcer leur engagement à faire face aux besoins financiers du continent en tirant profit, à grande échelle, des ressources disponibles dans le monde entier, en renforçant les capacités du secteur financier par la création de groupes de travail tels que le groupe de travail de l'AIAFD sur le changement climatique, et en développant les partenariats et la collaboration entre les acteurs du développement, y compris les secteurs privés. En outre, il a fait référence à la zone de libre-échange continentale africaine (Af-CFTA) comme une collaboration panafricaine qui pourrait également appuyer les questions liées au changement climatique en Afrique et a encouragé les IFD à collaborer afin d'obtenir le meilleur résultat pour le continent.

Enfin, il a indiqué que la BAD a créé l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) pour appuyer la mise en œuvre d'une action urgente contre le changement climatique en Afrique et a félicité l'AIAFD d'avoir rejoint l'initiative pour contribuer à ses travaux visant à assurer un avenir respectueux du climat pour l'Afrique.



M. Mustapha Haruna, directeur de la supervision bancaire, *Central Bank of Nigeria*

Dr. Olayemi Cardoso, Gouverneur de la Banque Centrale du Nigeria, représenté par M. Mustapha Haruna, Directeur de la Supervision Bancaire, dans son discours d'ouverture, a informé que *Central Bank of Nigeria (CBN)* prenait au sérieux la question du financement du développement et apportait son soutien à toutes les institutions financières sous sa supervision afin d'obtenir le meilleur résultat pour la République Fédérale du Nigeria. Il espère que les résultats du Forum seront utiles et appuieront les efforts visant à renforcer le secteur du financement du développement.

M. Emmanuel Tutuba, gouverneur de la Banque de Tanzanie, dans son message de bonne volonté, a salué le rassemblement de délégués de haut niveau venus d'Afrique et d'autres continents. Il a souligné l'importance du thème de l'événement et reconnu que le partage des connaissances et des meilleures pratiques aurait un impact transformationnel considérable sur les IFD et les économies.

M. Tutuba a souligné la nécessité d'une plus grande collaboration entre les IFD pour relever les défis auxquels sont confrontées les économies de leurs pays, y compris l'impact du COVID-19, la rupture de la chaîne d'approvisionnement résultant de la crise entre l'Ukraine et la Russie, et en particulier le changement climatique. Selon lui,



M. Emmanuel Tutuba
Gouverneur de la Banque de Tanzanie

les IFD d'Afrique et d'Asie devraient unir leurs efforts pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).



M. Thabo Thamane
Président de l'AIAFD et DG de CEDA Botswana

M. Thabo Thamane, président de l'AIAFD et DG de *Citizen Entrepreneurial Development Agency (CEDA)* du Botswana, a souligné dans sa remarque liminaire que le Forum international conjoint des DG de l'AIAFD et de l'ADFIAP offrait une opportunité de collaboration et de partenariat pour faire face au changement climatique et à d'autres défis de développement. Il a souligné que toutes les parties prenantes devaient prendre des mesures urgentes pour faire face à l'impact négatif du changement climatique à l'échelle mondiale. M. Thamane a indiqué que l'AIAFD a mis en place un groupe de travail sur le changement climatique afin d'approfondir sa participation au programme de lutte contre le

changement climatique et de travailler de manière plus stratégique dans ce domaine. Il a encouragé les délégués à s'engager, à partager les meilleures pratiques, à échanger des connaissances et des expériences, et à explorer les possibilités d'accroître leur participation à la réalisation de l'objectif d'un avenir respectueux du climat.

M. Roland Tepora, premier vice-président de *Development Bank of the Philippines*, s'exprimant au nom de M. Mominul Islam, président de l'ADFIAP, a noté que le thème et l'ordre du jour du Forum avaient été conçus pour stimuler des interactions intéressantes. En outre, il a souligné l'importance du partage des connaissances et de la sagesse collective pour relever les défis de la planète. Il est donc d'avis que le Forum a rassemblé de grands experts capables d'apporter des solutions transformatrices pour relever les défis du changement climatique et stimuler l'innovation de manière durable.



M. Roland Tepora, Vice-président sénior, *Development Bank of the Philippines*



M. Olasupo Olusi, Directeur général, *Bank of Industry (BOI)*, Nigeria

Dr. Olasupo Olusi, Directeur général de *Bank of Industry Nigeria (BOI)*, l'institution hôte du Forum international conjoint 2023 des DG de l'AIAFD et l'ADFIAP, a réaffirmé dans son allocution de bienvenue que les IFD avaient un rôle stratégique à jouer pour assurer un avenir respectueux du climat, notamment en comblant le déficit de financement, en mobilisant et en déployant des ressources innovantes pour construire des économies résilientes et en tirant profit des partenariats dans l'accomplissement de leurs mandats.

À cet égard, il estime que le Forum conjoint des DG est une occasion de consolider la coopération Sud-Sud, de partager les expériences et les connaissances et de renforcer les IFD afin qu'elles puissent jouer leur rôle de manière efficace. ■



Séance d'intérêt spécial

Conversation sur le repositionnement stratégique des IFD pour renforcer leur pertinence

La discussion sur le repositionnement stratégique des IFD en vue d'une plus grande pertinence a examiné les défis auxquels sont confrontées les IFD. Il a exploré les facteurs critiques qui détermineraient la pertinence des institutions de financement du développement (IFD) dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Accord de Paris. Les questions relatives à la gouvernance d'entreprise, aux processus internes, à la gestion des risques, à l'octroi de crédits, à la capitalisation et à l'accès aux ressources garantissent l'efficacité des IFD dans l'accomplissement de leur mandat. M. Jide Akintunde, directeur général de Financier Nigeria a présidé la session.

M. Sergey Storchak a expliqué comment les IFD de l'Asie et du Pacifique contribuaient à la réalisation du programme de lutte contre le changement climatique. Il a déclaré que la présence et la pertinence des IFD ont été renforcées pendant la pandémie de COVID-19 en raison de leur rôle anti-cyclique. Parlant du repositionnement stratégique des IFD, il a expliqué que lors de la récente crise sanitaire mondiale, son institution a changé sa mission, y compris ses mécanismes et son modèle financier, pour financer des programmes qui ont augmenté son impact sur le développement pendant la pandémie sanitaire. En outre, il a recommandé aux IFD de travailler en étroite collaboration avec leurs parties prenantes et leurs régulateurs, en particulier les banques centrales, afin de bénéficier d'un appui pour financer leurs projets et remplir leur mandat de manière efficace.

M. Frank Nyabundege, directeur général de la *Tanzania Agriculture Development Bank (TADB)*, a indiqué que les deux IFD en Tanzanie, *TIB Development Bank* et *Tanzania Agriculture Development Bank (TADB)*, toutes deux détenues par le gouvernement, étaient réglementées par la Banque centrale de Tanzanie. Par conséquent, les deux IFD sont réglementées et, de ce fait, ne sont pas confrontées à des problèmes de gouvernance liés à l'ingérence politique. En outre, la Banque centrale de Tanzanie ne détient pas de parts dans les IFD en

Modérateur

M. Jide Akintunde, Directeur général, Financier Nigeria

Intervenants

M. Sergey Storchak, Banquier sénior, Société de développement d'État VEB.RF / Russie

M. Frank Nyabundege, Directeur général, *Tanzania Agricultural Development Bank (TADB)*

Mme Queen Nozizwe Pearl Mulela Zulu, directeur général, Eswatini Development and Savings Bank (ESWATINIBANK)

Dr. Michael Ma'hמוד, économiste et expert en gestion du développement / consultant du mécanisme NDPSE de l'AIAFD

M. Stephen Hamya, expert en durabilité, *Uganda Development Bank Ltd (UDBL)*

Tanzanie, contrairement à ce qui se passe dans certains pays. Partageant les réalisations de son institution au cours des dernières années, il a déclaré que la TADB a augmenté son budget pour financer les secteurs agricoles et a levé plus de fonds pour les secteurs de production tout en essayant de réduire les principaux produits d'importation de la Tanzanie et d'augmenter les exportations du pays au cours des trois prochaines années. Il estime qu'en tant qu'acteurs clés du développement, les IFD en Tanzanie pourraient considérablement améliorer l'économie du pays si elles étaient renforcées et continuaient à bénéficier de l'appui politique du gouvernement tanzanien.

Reine Nozizwe Pearl Mulela-Zulu, directrice générale de *Eswatini Development and Savings*

Bank (ESWATINIBANK), a fait part de l'expérience de son IFD en matière de financement et de capitalisation des IFD. Elle a souligné que son institution était une banque universelle avec des opérations bancaires, commerciales et de développement. La *Central Bank of Eswatini* (Banque centrale d'Eswatini) régit l'institution. Par conséquent, l'institution était bien gouvernée et transparente dans son fonctionnement. Cependant, elle a été confrontée à un désavantage en matière de financement en raison de son modèle de financement : financement de projets à court terme et à long terme.

Compte tenu des difficultés à trouver des financements différents – en particulier des sources externes – pour les deux types de projets, l'institution a décidé de lever des fonds auprès du secteur privé pour financer les projets à court terme tout en demandant l'appui du gouvernement pour financer les projets à long terme. Tout en reconnaissant l'importance de la transformation des produits pour son pays, elle a souligné que son institution adoptait les technologies appropriées pour mieux servir ses clients à l'heure actuelle et recrutait des analystes de données pour exploiter les données disponibles. Elle estime qu'en tant que leaders, les IFD devraient veiller à l'intégrité de leurs activités et intégrer les technologies dans leur ADN.

Dr Michael ma'hmoud, *Economist & Development Management Expert*, consultant du mécanisme NDPSE de l'AIAFD, a parlé de l'importance des IFD pour faire face aux échecs actuels du marché. Il a rappelé que le Groupe de la banque mondiale (GBM) et d'autres organisations financières importantes ont débattu dans le passé de la pertinence des IFD et de la question de savoir si elles devaient continuer à exister. En conséquence, l'AIAFD a réalisé des études qui ont révélé qu'en dépit de leurs difficultés, les IFD africaines

s'attaquaient aux défaillances du marché et pouvaient accroître leur impact si elles étaient renforcées. Par conséquent, l'Association a mis au point le mécanisme NDPSE (Normes, dispositifs prudentiels, et systèmes d'évaluation) de l'AIAFD⁵ – un mécanisme d'auto-évaluation qui aide les IFD à identifier leurs forces pour les renforcer et leurs faiblesses pour les corriger. Ma'hmoud a expliqué que le mécanisme NDPSE de l'AIAFD était unique en ce sens qu'il évaluait l'impact des IFD sur le développement afin de s'assurer qu'elles remplissaient leur mandat de développement dans la bonne direction.

M. Stephen Hamya, champion du développement durable de la *Uganda Development Bank Ltd (UDBL)*, a parlé des défis auxquels son institution a dû faire face avant d'intégrer le développement durable au cœur de sa transformation. Avant de participer à l'initiative de normes et de certification durables (SSCI), l'UDBL avait une mauvaise orientation et n'était pas alignée sur les priorités du gouvernement. Cependant, après s'être engagée dans la voie de la certification SSCI en 2019, la banque a redéfini les attentes de ses parties prenantes, du gouvernement et de ses clients. En outre, l'institution s'est repositionnée pour gagner en pertinence et a bénéficié d'un engagement et d'un soutien accrus de la part de son gouvernement.

Il a rappelé les défis auxquels sont confrontées les IFD – notamment une coopération inefficace, des ingérences politiques et une réglementation inappropriée – et a souligné que la certification SSCI fournissait un cadre permettant de relever ces défis avec le soutien approprié. Il a souligné que seules les institutions dotées d'une gouvernance solide et d'un fonctionnement durable sont bien placées pour prendre les bonnes décisions et intervenir utilement dans les économies. ■

⁵ Une copie du mécanisme NDPSE de l'AIAFD est disponible à l'adresse suivante <https://adfi-ci.org/psgrs/>.

1^{er} panel de discussion

Financement de projets respectueux du climat

Modérateur

Mr. **Eugene O. Itua, PhD**, directeur général, Natural Eco Capital

Intervenants

M. Zeph Nhleko, économiste en chef, Development Bank of Southern Africa (DBSA)

M. Abdelouahab Boushaba, directeur adjoint, Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM)

Mme Mary Kamari, directrice de groupe, Affaires corporatives et relations avec les investisseurs, Trade & Development Bank (TDB)

M. Banji Fehintola, directeur général, responsable de la trésorerie et des institutions financières, African Finance Corporation (AFC)

La session a abordé les modèles de financement innovants, la collaboration avec les parties prenantes et l'optimisation des ressources naturelles pour le développement durable. Elle a également abordé le rôle des IFD dans la recherche de solutions aux défis du changement climatique en Afrique.

M. Zeph Nhleko, économiste en chef, *Development Bank of Southern Africa (DBSA)*, a partagé ses réflexions sur la manière d'attirer davantage de capitaux grâce à des modèles financiers innovants. Il a souligné que le financement de la lutte contre le changement climatique devait être soutenu parce que les crises climatiques constituent un défi mondial majeur et que leurs conséquences sont considérables, compromettant les générations actuelles et futures. Il a indiqué qu'au cours des dernières années, DBSA avait pris de nombreuses initiatives pour lutter contre le changement climatique, notamment en investissant des milliards de dollars dans le secteur de l'énergie et en créant une

plateforme pour inciter le secteur privé à relever les défis du changement climatique. Cette collaboration soutenue a permis de mobiliser des fonds suffisants pour financer les initiatives en faveur du climat. Il a reconnu que les IFD étaient particulièrement bien placées pour rassembler le secteur privé et une série d'autres partenaires, mobiliser des fonds considérables et tirer profit des fonds verts mondiaux pour les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'agriculture durable et les projets d'infrastructure résilients aux changements climatiques afin de créer les impacts nécessaires sur le continent.

M. Abdelouahab Boushaba, directeur général adjoint du Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), a partagé les engagements durables du GCAM. Il a déclaré que son institution avait élaboré un livre blanc sur la finance durable à l'horizon 2025, qui intégrait une approche unique visant à réduire les impacts négatifs des projets financés et à concevoir un financement à impact positif en faveur des populations rurales et des agriculteurs. En ce qui concerne la gestion des risques environnementaux et sociaux, il a mentionné que la Banque centrale du Royaume du Maroc a développé un système pour les institutions financières du pays afin de gérer les risques financiers liés au changement climatique et à l'environnement.

En outre, pour mieux comprendre les risques et les opportunités liés au climat, l'institution a lancé un nouveau projet en partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI). Elle a également coopéré avec l'Agence française de développement (AFD) et ISTIDAMA pour financer des projets respectueux du climat. Selon M. Boushaba, le GCAM s'est engagé dans le développement de l'Afrique en partageant ses cinq décennies d'expérience en faveur d'un financement agricole inclusif à travers l'Afrique et en finançant des projets durables avec ses partenaires africains.

Mme Mary Kamari, directrice du groupe, *Corporate Affairs & Investor Relations, Trade & Development Bank (TDB)*, s'est exprimée sur les



instruments mis en place par sa banque pour soutenir le secteur privé. Elle a souligné que les IFD devraient avoir un appétit pour le secteur privé et réduire le risque des composantes des projets afin d'attirer le secteur privé par le biais d'instruments innovants tels que les obligations vertes, les fonds concessionnels et les instruments hybrides. Elle a également mentionné que la TDB a développé des actions vertes, le premier instrument innovant émis par une IFD en Afrique. La banque s'est développée et est désormais détenue par 22 investisseurs. Elle travaille avec la BAD pour accroître son impact sur le continent. Selon Mme Kamari, les IFD devraient renforcer leurs capacités et combler leurs lacunes en matière de compétences – en termes de personnel, de processus et de systèmes, entre autres – afin de mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation du programme de développement durable en Afrique.

M. Banji Fehintola, directeur principal et chef de la trésorerie et des institutions financières de la

Société financière africaine (AFC), a parlé de la contribution de son institution au développement de l'Afrique, qui s'est concentrée sur le soutien à l'infrastructure avec une valeur ajoutée pour le continent. L'AFC a créé une plateforme commune, qui était le plus grand propriétaire d'actifs renouvelables en Afrique. La Banque a également fourni une assistance technique et un renforcement des capacités pour changer le discours sur la mobilisation des fonds.

L'AFC a également investi du temps dans le conseil politique et la collaboration avec le gouvernement nigérian afin d'attirer et d'investir davantage de capitaux dans des projets pertinents. En outre, il est d'avis que l'agrégation de projets est nécessaire pour atteindre le développement souhaité pour l'Afrique, et que les IFD ne devraient pas attendre le soutien, mais plutôt le créer dans l'accomplissement de leur mandat. ■



2e panel de discussion

Assistance technique et renforcement des capacités

La session a reconnu que le rôle des IFD va au-delà du soutien financier, étant donné qu'elles jouent un rôle essentiel en fournissant l'expertise technique nécessaire et en renforçant les capacités des pays et des entreprises pour qu'ils puissent passer sans heurts à un avenir respectueux du climat. Les participants ont partagé des expériences et des recommandations précieuses soulignant l'intersection critique du renforcement des capacités et de la durabilité pour les IFD.

Dr Seyed Ali Heidari, directeur général adjoint des affaires financières et internationales de *Bank for Industry & Mine (BIM)* en Iran, a déclaré que son institution était la seule banque de développement spécialisée dans l'industrie et la mine en Iran, avec 60 ans d'expérience réussie, 1 200 employés et 52 succursales. La banque accorde la priorité au financement de projets compatibles avec l'environnement, qui ne causent que des dommages environnementaux mineurs, qui font preuve d'efficacité et d'un rendement élevé et qui consomment le moins d'énergie et d'eau possible.

M. Heidari a souligné que les banques de développement impliquées dans le renforcement des capacités et l'appui technique devraient (1) disposer d'une expertise suffisante en matière de rapports d'études de faisabilité et de mise en œuvre ; (2) avoir une approche globale de toutes les parties prenantes impliquées dans le développement ; (3) prendre des risques en termes de personnel, de processus et de relations ; et (4) faire preuve d'une connaissance suffisante et utiliser des instruments modernes acceptés dans le secteur bancaire international pour leurs communications avec d'autres correspondants.

Mme Diana Smallridge, DG de Momentus Global/Canada, a déclaré que son organisation s'engageait à soutenir les institutions dans leur quête de meilleurs résultats et à les aider à réduire les obstacles à la création d'un impact en

Modérateur

Mme Divina Gracia « Joy » C. Santos, vice-présidente chargée des opérations, ASKI Management Group, Philippines

Intervenants

Dr. Seyed Ali Heidari, directeur général adjoint, chargé des affaires financières et internationales, Banque de l'industrie et des mines / Iran

Mme Diana Smallridge, DG, Momentus Global / Canada

Mme Yasmine Galloul, responsable technique – Appui aux institutions de financement du développement, Investissement Climate Reform (ICR) Facility

M. Cyril Okoye, secrétaire général, Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD)

M. Enrique Florencio, secrétaire général, Association des institutions de financement du développement d'Asie et du Pacifique (ADFIAP)

accédant aux ressources et en mettant en œuvre les solutions dont elles ont besoin. Elle a souligné que Momentus a développé un instrument politique appelé *Health Diagnostics Tools (HDT)* pour aider les institutions financières à identifier les lacunes en matière de capacité dans sept domaines – gouvernance d'entreprise, impact sur le développement, performance opérationnelle, performance financière, durabilité et intégration de la dimension de genre – et à proposer des solutions pour combler ces lacunes.

Mme Yasmine Galloul, Responsable technique. Appui aux institutions de financement du développement dans le cadre du mécanisme de réforme du *Investment Climate Reform (ICR) Facility*, a indiqué que l'ICR a été créé il y a quatre ans et qu'il est



Organisé par



mis en œuvre par quatre agences européennes. Depuis 2020, l'ICR fournit aux banques une assistance technique, des formations et des services de conseil sur mesure. Elle estime que l'assistance technique est un très bon outil pour s'adapter aux normes internationales et qu'elle peut même être transformatrice lorsqu'elle est personnalisée et contextualisée en fonction des besoins des banques bénéficiaires. Toutefois, pour que l'assistance technique soit efficace, les banques bénéficiaires doivent consacrer du temps et des ressources à l'assimilation des informations et des connaissances partagées.

Elle a souligné que le principal défi de l'ICR Facility dans l'accomplissement de son mandat était de trouver un équilibre entre l'expertise internationale et l'expertise locale en cas de besoin. Toutefois, ce problème pourrait être résolu par des organisations régionales telles que l'AIAFD, qui a la capacité de réunir diverses parties prenantes dans le monde entier pour qu'elles partagent leur expertise. En outre, elle a souligné que la technologie et le partenariat étaient essentiels pour soutenir l'assistance technique et accroître son impact sur les bénéficiaires.

M. Cyril Okoye, secrétaire général de l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD), a mis en lumière les facteurs qui ont façonné l'environnement des entreprises, notamment le passage à la 4^e révolution industrielle, la pandémie de Covid-19, les tensions et les crises géopolitiques et le changement climatique. Il a souligné que les IFD n'étaient pas à l'abri de ces défis. Il a reconnu qu'il y avait des lacunes dans les compétences professionnelles et des insuffisances opérationnelles institutionnelles dans la plupart des IFD africaines. Par conséquent, l'AIAFD a répondu à ces défis auxquels sont confrontées les IFD en leur fournissant des solutions innovantes en matière de renforcement des capacités. Parmi les solutions, on peut citer la conceptualisation d'un programme de certificat professionnel (PCP) dans le domaine du financement du développement afin de fournir un développement holistique des compétences dans

le domaine du financement du développement. En outre, l'Association a déployé les Normes, dispositifs prudentiels et systèmes d'évaluation (NDPSE) de l'AIAFD pour évaluer les IFD dans les domaines de la gouvernance, des opérations et des finances sur une base annuelle. Ce résultat permet d'identifier les faiblesses et les forces des institutions en vue de développer des capacités appropriées pour renforcer les institutions membres et combler les lacunes en matière de compétences au sein des institutions.

En outre, l'AIAFD soutient la force de la collaboration et du partenariat pour répondre aux besoins de renforcement des capacités des IFD membres et encourage les partenaires à travailler conjointement avec l'Association pour plus d'efficacité et pour maximiser les ressources.

M. Enrique Florencio, secrétaire général de l'Association des institutions de financement du développement d'Asie et du Pacifique (ADFIAP), s'exprimant sur le travail de l'ADFIAP en termes d'assistance technique, a indiqué que l'ADFIAP avait mis en place un institut et un groupe de conseil offrant une formation continue et une assistance technique aux banquiers et aux cadres engagés dans le financement du développement. L'institut s'est appuyé sur plus de 45 ans d'expérience.

Et son expertise dans l'organisation de programmes de formation, de séminaires et de conférences en Asie et dans le Pacifique, par l'intermédiaire de ses membres et avec des partenaires internationaux. En outre, il estime que les IFD devraient renforcer leurs capacités en intégrant les facteurs climatiques dans leurs stratégies de développement, en améliorant leur capacité à identifier, évaluer et financer des projets et des programmes respectueux du climat. Elles devraient également fournir des services de conseil et un appui technique aux responsables de la mise en œuvre des projets et promouvoir le partage des connaissances et la collaboration en vue de la mise en œuvre à grande échelle d'initiatives de développement respectueuses du climat.



Sous les auspices de :

18 / 25

Parte-



3e panel de discussion

Collaboration et partenariat

Modérateur

M. Sergey Storchak, Banquier sénior, Société de développement d'État VEB.RF / Russie

Intervenants

M. Ronaldo U. Tepora, Vice-président sénior, Banque de développement des Philippines

M. Selva Kumar, représentant résident, bureau de représentation, Export-Import Bank India

Dr. Tony Okpanachi, directeur général, Development Bank of Nigeria (DBN)

M. Adama Mariko, directeur adjoint, mobilisation, des partenariats et de la communication, Agence française de développement (AFD) et secrétaire général de Finances en commun

M. Ade Ayeyemi, président de *Making Finance Work for Africa* (MFW4A), représenté par Mme Marina Finken, coordinatrice du partenariat

M. Joshua Mwesiga, Directeur de la stratégie et des affaires commerciales, Banque de développement de l'Ouganda (UDBL).

La session a souligné l'importance de la collaboration et du partenariat pour les IFD dans la promotion d'un développement respectueux du climat. La conclusion est que les IFD pourraient renforcer leur impact en travaillant ensemble et en établissant des partenariats avec d'autres parties prenantes, y compris les gouvernements, le secteur privé et la société civile.

Ronaldo U. Tepora, premier vice-président de la *Bank of the Development of the Philippines (DBP)*, a indiqué que la DBP avait été fondée après la Seconde Guerre mondiale

pour financer la restauration du pays. La Banque a été la première institution financière en Asie et aux Philippines à être certifiée dans le domaine de l'environnement. La DBP a adopté une approche interne-externe pour remplir efficacement son mandat, basée sur la collaboration et le partenariat. M. Tepora a plaidé pour que les IFD s'alignent sur leurs principes afin de créer un système propice au développement durable.

M. Selva Kumar, représentant résident de l'Export-Import Bank India, a déclaré que l'économie indienne était principalement basée sur l'agriculture. Toutefois, en raison du changement climatique, les institutions du pays ont eu du mal à atteindre les objectifs qu'elles s'étaient fixés dans ce secteur. Face aux défis climatiques, les institutions financières indiennes ont eu du mal à obtenir des fonds ou des subventions pour fonctionner efficacement et financer leurs projets respectueux du climat. Pour relever ces défis, il estime que la collaboration et le partenariat sont nécessaires pour lever des fonds et tirer profit des solutions respectueuses du climat, telles que les énergies renouvelables, les véhicules électriques et les batteries.

Dr Tony Okpanachi, directeur général de *Development Bank of Nigeria (DBN)*, a donné l'exemple de son institution pour appuyer la pertinence du partenariat et de la collaboration. Il a indiqué que son institution était le fruit d'un partenariat entre les partenaires de développement et le gouvernement. Il a ajouté que le Nigeria comptait des PME dispersées que son institution ne pouvait pas les joindre individuellement. En conséquence, son institution s'est associée à d'autres institutions financières pour servir le secteur des PME.

Sous les auspices de :

19 / 25

Parte-

M. Okpanachi a convenu que les IFD devraient collaborer tout en s'alignant sur leurs mandats afin de contribuer efficacement à la réalisation du développement durable dans leurs pays.

M. Adama Mariko, directeur adjoint de la mobilisation, des partenariats et de la communication de l'Agence française de développement (AFD) et secrétaire général de l'initiative Finance en commun (FiCS), a souligné que le Forum international conjoint des DG de l'AIAFD et l'ADFIAP, ainsi que l'initiative Finance en commun, étaient axés sur le partenariat et la collaboration pour trouver des solutions aux défis auxquels la planète est confrontée et pour partager des informations pertinentes. Il a déclaré que la collaboration était nécessaire et obligatoire pour atteindre des objectifs de développement communs. Par conséquent, les IFD / BDP (banques publiques de développement) du monde entier devraient collaborer avec d'autres institutions financières et gouvernements pour financer des projets intelligents sur le plan climatique en faveur des générations futures. En outre, il est d'avis que l'assistance technique devrait être gratuite et fournie par l'intermédiaire d'organisations régionales telles que l'AIAFD et l'ADFIAP afin d'obtenir les impacts souhaités.

Mme Marina Finken, Coordonnatrice du partenariat, *Making Finance Work for Africa (MFW4A)*, a reconnu que la coopération et le partenariat étaient essentiels pour réaliser le mandat de son institution. Elle a souligné que la MFW4A a été lancée pour aider le secteur financier africain à faire face aux pires impacts du changement climatique et à accélérer la réalisation des ODD grâce à la collaboration et au partenariat

avec différentes parties prenantes, notamment les institutions financières, les gouvernements locaux et le secteur privé. Il est donc essentiel que les acteurs du développement collaborent en matière d'assistance technique, de renforcement des capacités et de partage des connaissances, entre autres, afin d'accroître leur impact. En outre, compte tenu de l'interconnexion des acteurs du développement, on s'attendait à ce qu'ils travaillent en tant que système par le biais de plateformes pertinentes telles que l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) et le MFW4A, afin d'agir de manière efficace et efficiente dans la réalisation du développement durable de l'Afrique.

M. Joshua Mwesiga, Directeur de la stratégie et des affaires générales, *Uganda Development Bank (UDBL)*, était d'avis que toute voix compte dans la réalisation d'un développement durable holistique. Par conséquent, les parties prenantes locales et internationales devraient travailler ensemble à la mise en œuvre de projets respectueux du climat et à la réalisation du programme de financement de l'action climatique. Il a également souligné que l'engagement des parties prenantes et des partenaires locaux et internationaux présenterait des avantages significatifs, notamment la facilité d'accès aux fonds et la disponibilité de l'assistance technique et des connaissances. Enfin, il a préconisé que tous les acteurs du développement soient associés à la réalisation d'un avenir respectueux du climat, car ils partageaient le développement durable comme une aspiration commune. ■

4^e panel de discussion

Suivi et présentation de rapports

La session s'est axée sur l'importance du suivi et de l'établissement de rapports pour comprendre l'impact des investissements des IFD sur le changement climatique. Les panélistes ont souligné les difficultés liées à la collecte de données, la nécessité de disposer de normes de mesure communes et la vérification de l'impact des projets en faveur du climat sur le développement.

M. Shri Goverdhan Singh RAWAT, directeur général de *National Bank for Agriculture & Rural Development (NABARD)*, a présenté son institution comme l'acteur principal de la lutte contre le changement climatique en Inde. La banque a un mandat de développement et travaille avec de nombreuses institutions et organisations locales et internationales pour soutenir et financer des projets socio-économiques liés au développement durable.

En ce qui concerne le suivi et l'établissement de rapports, il a souligné la difficulté de contrôler le changement climatique en tant que phénomène continu, complexe, incertain et en rapide évolution. Par conséquent, les IFD doivent d'abord s'accorder sur des définitions, des méthodologies, des données à collecter et des outils de suivi et d'établissement de rapports sur le changement climatique. Par la suite, ils devraient aligner leurs actions et leur portefeuille sur les agendas de la finance climatique – y compris l'Accord de Paris, l'émission nette zéro de carbone et l'ODD 13 sur l'action climatique – pour des impacts synchronisés.

Le Dr Steve Ogidan, mni, directeur général du Global Knowledge Group, représenté par M. Adegboyega Kolajo, directeur de projet, a axé son intervention sur la collecte de données pour le suivi et l'établissement de rapports sur le changement climatique. Il a déclaré que des personnes dévouées devraient être sur le terrain pour recueillir des données qualitatives et quantitatives valables sur les projets liés au climat qui ont été identifiés. Il a souligné que les données secondaires pouvaient être exploitées et que les technologies appropriées pouvaient être utilisées pour obtenir les résultats

Modérateur

Sheikh Khalil Al Harthy, directeur général, Credit Oman SAOC

Intervenants

M. Shri Goverdhan Singh RAWAT, directeur général, National Bank for Agriculture & Rural Development (NABARD)

Dr. Steve Ogidan, mni, directeur général, Global Knowledge Group

Dr Michael Mah'moud, Économiste et expert en gestion du développement / AIAFD, représenté par M. Adegboyega Kolajo, directeur de pro-

les plus utiles. Enfin, il a conseillé de ne collecter que des données valables afin de minimiser les coûts associés à la surveillance et à l'établissement de rapports sur le changement climatique.

Dr Michael ma'moud, Économiste et expert en gestion du développement / consultant du mécanisme NDPSE de l'AIAFD, a souligné que de nombreuses IFD assimilaient le suivi et l'établissement de rapports à la réalisation d'objectifs déterminés. Le suivi et les rapports sont axés sur les résultats et leur impact général sur l'entreprise. En outre, il a rappelé que le changement climatique était une question incertaine, à long terme, dépassant la durée de vie, ce qui rend difficile le suivi et l'établissement de rapports sur son impact. En ce qui concerne la collecte de données pour le suivi et l'établissement de rapports sur le changement climatique, il a conseillé d'être précis quant aux données à collecter et d'examiner leur pertinence, car la collecte de données peut être coûteuse.

Sous les auspices de :



21 / 25



Parte-



Sommet Finance en commun (FiCS) 2023

Feuille de route découlant du communiqué du FiCS 2023

M. Adama Mariko, directeur adjoint de la mobilisation, des partenariats et de la communication de l'Agence française de développement (AFD) et secrétaire général de l'initiative Finance en commun (FiCS) a discuté des résultats du Sommet Finance en commun 2023 (FiCS) qui s'est tenu du 4 au 6 septembre 2023 à Carthagène, en Colombie, sur le thème : « Création de nouvelles alliances pour la prochaine génération de financement du développement » L'événement s'est concentré sur quatre questions transversales : l'intégration sociale et l'impact sur le

développement, la mobilisation des capitaux privés en faveur des objectifs de développement durable, la collaboration des APB avec la société civile et les perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le programme de travail de Carthagène s'articule autour de trois piliers visant à contribuer à la refonte de l'architecture financière internationale : (1) l'alignement des ODD, de l'Accord de Paris et du cadre pour la biodiversité ; (2) la coopération entre les BPD au moyen d'outils innovants ; et (3) la mobilisation des parties prenantes et les forces conjointes. ■

Clôture de la réunion

Observations et remerciements

M. Abdelouhab Boushaba, 2^e vice-président de l'AIAFD et directeur général adjoint de Tamwil El Fellah du Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), a remercié le gouvernement et le peuple de la République fédérale du Nigéria pour l'atmosphère pacifique et sécurisée qui a fait de l'événement un succès. Il a également exprimé sa gratitude à *Bank of Industry (BOI)* Nigeria pour avoir accueilli l'événement avec succès. Enfin, il a remercié les membres des Conseils d'administration de l'AIAFD et l'ADFIAP pour leur participation active à l'événement, ainsi que tous les participants pour avoir contribué au succès du Forum international conjoint 2023 des DG de l'AIAFD et l'ADFIAP. ■



M. Abdelouhab BOUSHABA
2^e Vice-président de l'AIAFD et Directeur général adjoint de Tamwil El Fellah du Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM)

4 | Conclusions et recommandations

1

Le changement climatique est une menace majeure pour le développement socio-économique et un obstacle à la réalisation des ODD.

L'impact du changement climatique est plus important dans les pays en développement, en particulier en Afrique, qui a souffert de manière disproportionnée du changement climatique malgré sa faible contribution aux émissions cumulées de carbone.

2

Le coût du financement de la transition vers un avenir respectueux du climat est énorme.

On estime que 2,7 billions de dollars seront nécessaires entre 2020 et 2030 pour répondre aux besoins de financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique. Parallèlement, le continent ne reçoit que 3 % du financement mondial de la lutte contre le changement climatique »¹. En outre, le processus d'accréditation auprès du GCF est fastidieux et l'accréditation en soi ne garantit pas l'accessibilité du fonds. Le Forum appuie donc l'appel à la restructuration de l'architecture financière mondiale actuelle afin de faciliter l'accès aux fonds et d'accroître l'accès des pays en développement au financement de la lutte contre le changement climatique.

3

Les institutions de financement du développement ont un rôle stratégique à jouer dans le renforcement de la réalisation des ODD et dans la construction d'un avenir respectueux du climat.

Par conséquent, les IFD doivent être stratégiquement repositionnées pour répondre à ces attentes en renforçant les capacités de leurs cadres supérieurs et leurs processus internes, en adoptant des technologies appropriées et en adoptant une bonne gouvernance, une bonne gestion des risques et une bonne capitalisation.

4

Le Forum appuie l'appel à l'action de la Déclaration de Nairobi.

L'appel à l'action de la déclaration de Nairobi invite les partenaires du développement du Sud et du Nord à aligner et à coordonner leurs ressources techniques et financières vers l'Afrique afin de promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles de l'Afrique pour que le continent progresse vers un développement à faible émission de carbone et contribue à la décarbonisation mondiale^{2&3}

¹ Discours d'orientation du professeur Anthony Nyong, directeur du département du changement climatique et de la croissance verte de la BAD, lors du Forum international conjoint des DG de l'AIAFD et l'ADFIAP, à Abuja, au Nigeria. Du 8 au 10 novembre 2023.

² Discours d'orientation du professeur Anthony Nyong, directeur du département du changement climatique et de la croissance verte de la BAD, lors du Forum international conjoint des DG de l'AIAFD et l'ADFIAP, à Abuja, au Nigeria. Du 8 au 10 novembre 2023.

³ Les dirigeants africains adoptent la Déclaration de Nairobi sur le changement climatique et appellent à l'action. https://www.afdb.org/sites/default/files/2023/09/08/the_african_leaders_nairobi_declaration_on_climate_change_rev-eng.pdf https://www.afdb.org/sites/default/files/2023/09/08/the_african_leaders_nairobi_declaration_on_climate_change_rev-eng.pdf.

5

La plupart des institutions nationales de financement du développement présentent des lacunes en termes de capacités, ce qui entrave les progrès dans la réalisation d'un avenir respectueux du climat.

L'assistance technique et le renforcement des capacités sont des outils essentiels de facilitation et de transformation pour les IFD afin de parvenir à un avenir respectueux du climat et de s'adapter aux normes internationales. L'adoption de la technologie est également essentielle pour aider les institutions à fournir des solutions respectueuses du climat. Seules des IFD fortes, compétentes et dotées de bonnes capacités peuvent tirer profit du Fonds d'investissement vert (FIV)⁴ disponible pour financer des projets d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses impacts.

6

La collaboration et le partenariat sont essentiels à la réalisation d'un avenir respectueux du climat.

La collaboration et le partenariat sont nécessaires pour collecter des fonds et tirer profit des solutions respectueuses du climat. Le financement mixte est également préconisé pour encourager la mobilisation des ressources du secteur privé, de la philanthropie, du secteur public et des BMD afin de répondre aux besoins de financement de l'action climatique.

La collaboration et le partenariat permettent le partage des connaissances et des informations et l'apprentissage des meilleures pratiques. Par conséquent, par le biais d'associations régionales telles que l'AIAFD, l'ADFIAP et le FiCS, les IFD et les partenaires de développement pourraient tirer profit de leur capacité à travailler ensemble pour mettre en œuvre des actions urgentes de lutte contre le changement climatique. La mesure prise par l'AIAFD de créer un Groupe de travail sur le changement climatique qui reliera ses membres à l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) et à d'autres parties prenantes est stratégique et digne d'éloges.

⁴ <https://www.carboncollective.co/sustainable-investing/green-investment-fund>.

**AADFI-ADFIAP
JOINT INTERNATIONAL CEO FORUM**



ABUJA, NIGERIA

8-10 NOVEMBER

2023